

#NOT

ARRETER LA VIOLENCE CONTRE LES
FEMMES EN POLITIQUE

THE

Un Appel Renouvelé à L'action

COST



DROITS D'AUTEUR © INSTITUT NATIONAL DÉMOCRATIQUE 2021.

Tous droits réservés. Des extraits de cet ouvrage peuvent être reproduits et/ou traduits pour des objectifs non commerciaux à condition que le NDI soit reconnu comme auteur du document et que l'organisation reçoive des exemplaires de toute traduction.

455 Massachusetts Avenue, NW
Washington, DC 20001
Téléphone: 202-728-5500
Site: www.ndi.org



LtoR: Mimosa Kusari Lila of Kosovo, and Rowena Guanzon, member of the Elections Commission of the Philippines, at NDI's #NotTheCost workshop in May 2018.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

À mesure qu'elles progressent vers l'égalité, les femmes continuent d'enregistrer des progrès historiques dans la sphère politique. Les femmes occupent des responsabilités politiques très diverses, que ce soit au sein de la société civile, des partis politiques ou des gouvernements locaux, et elles assument de plus en plus des rôles de premier plan en tant que maires, ministres, premières ministres et présidentes. En fait, au cours des vingt-cinq dernières années, le nombre de femmes a plus que doublé dans les parlements du monde entier, et ce à juste titre. La participation égale des femmes dans l'écosystème politique est un droit humain et civique fondamental. La participation des femmes à la vie politique est source de gains réels pour la démocratie, notamment une plus grande réactivité aux besoins des citoyens, une coopération accrue entre les partis et les ethnies, et une paix plus durable.

Pourtant, à mesure que les femmes affirment leur droit de contribuer à la vie politique, elles continuent de rencontrer une forte résistance de la part des opposants à l'égalité des sexes qui utilisent toutes sortes de tactiques pour cibler, saper et entraver leur intervention dans la sphère politique et publique. Ces actes peuvent inclure des abus psychologiques, la coercition économique, l'agression physique et sexuelle et, de plus en plus souvent, la violence en ligne et la désinformation sexiste. Si la violence politique n'est pas toujours spécifique au genre, la violence contre les femmes en politique présente trois caractéristiques distinctes : elle vise explicitement les femmes en raison de leur sexe ; ses formes sont sexuées, comme l'illustrent les menaces sexistes et la violence sexuelle ; et elle a pour effet de décourager plus particulièrement les femmes d'être actives politiquement ou de le devenir.

En 2016, le National Democratic Institute (NDI) a lancé la campagne [#NotTheCost campaign](#) pour mettre fin à la violence contre les femmes en politique, déclarant que la participation des femmes à la vie politique ne devait pas se faire au prix de la violence, ni même de la menace de violence. S'appuyant sur un mouvement prenant de l'ampleur dans le monde entier, le NDI a appelé à l'action pour unifier les initiatives de sensibilisation à cette problématique, aux raisons pour lesquelles elle mérite une attention mondiale et aux solutions susceptibles d'y être apportées. L'appel à l'action a mis en lumière la nécessité pour les parties prenantes à l'échelle mondiale, nationale et locale de prendre des mesures qui permettraient aux femmes d'exercer sans crainte leur droit de prendre part à la vie politique en tant que dirigeantes, militantes, électrices, membres de partis politiques, candidates, représentantes élues et fonctionnaires désignées.

À l'occasion du cinquième anniversaire de la campagne #NotTheCost, le NDI renouvelle cet appel à l'action afin de faire état des enseignements tirés et des progrès réalisés depuis 2016. Au cours des cinq dernières années, d'importantes avancées ont été réalisées et elles ont permis de mieux comprendre le problème de la violence sexiste en politique et ses conséquences. La collecte de données et la documentation exhaustive sur l'incidence de cette violence ont inspiré la création d'une liste de solutions toujours plus longues, adaptées à différents contextes dans le monde. Toutefois, plusieurs nouveaux défis ont également vu le jour. Outre la prévalence de la misogynie et du sexisme, le recul de la démocratie, la montée de la politique de « l'homme fort » et les innovations technologiques ont engendré de nouveaux moyens d'exercer des violences à l'encontre des femmes actives sur le front politique.

Tout choc systémique, tel qu'une pandémie, a des répercussions sur la parole des femmes, leur accès à l'information, l'environnement physique dans lequel elles vivent et les normes sexospécifiques qui déterminent leur expérience de la marginalisation. Dans le cas précis de la COVID-19, les réponses de santé publique ont inclus des ordonnances de confinement qui ont augmenté le temps de travail des femmes tout en minimisant la valeur attribuée à ce dernier. Par conséquent, ces ordonnances ont également facilité la recherche et le ciblage des militantes et ont accru la vulnérabilité des femmes aux attaques en ligne, car une plus grande partie de leur vie personnelle et politique s'est déplacée vers l'espace numérique. Les cas de violence familiale ont également augmenté de manière exponentielle en raison de la pandémie et des mesures de confinement.

La violence contre les femmes en politique n'est pas limitée à une seule région du monde, bien que selon les contextes politiques, sociaux, économiques et culturels particuliers, les formes et l'intensité de la violence puissent varier. Conformément à un ensemble croissant de lois nationales et de conventions internationales sur la violence à l'égard des femmes, la définition de la violence ne se limite pas aux actes de violence physique. Une étude réalisée en 2018 par le NDI sur la violence contre les femmes dans les partis politiques a révélé que si 20,3 % des personnes interrogées ont été confrontées à des violences physiques dans l'exercice de leurs fonctions au sein de leur parti, 85,9 % ont subi des violences psychologiques, notamment des menaces et des mesures de coercition. Ces attaques ne sont pas uniformément réparties, mais ont un impact différent sur les femmes en fonction de leur race, leur âge, leur classe, leur religion, leur orientation sexuelle et leur identité de genre.

Jusqu'à récemment, la violence contre les femmes en politique était un problème pratiquement invisible, car on dit souvent aux femmes que les abus, le harcèlement et les agressions sont simplement « le prix à payer pour faire de la politique ». En conséquence, la violence était régulièrement banalisée comme faisant partie de l'expérience politique d'une femme et les femmes se sont habituées à l'ignorer. Celles qui jugent ces actes inacceptables sont



Women who aspire to office, such as these mayoral candidates at an NDI leadership academy in Mexico, must be able to pursue those aspirations free from the fear of violence. (Photo credit: NDI)

souvent fortement découragées de les signaler, en plus d'être menacées par leurs collègues et contraintes de garder le silence. De nombreuses femmes politiques ont même du mal à trouver les mots pour décrire leurs expériences. Certains de ces actes sont explicitement interdits par de nombreux cadres juridiques et codes de conduite sur le lieu de travail dans ces mêmes juridictions. Permettre à la violence d'être le prix à payer par les femmes pour faire entendre leur voix et exercer leurs activités politiques conduit à l'autocensure et/ou à l'exclusion des femmes, et entraîne de sérieuses conséquences, préjudiciables pour l'égalité des sexes, les droits de l'homme et la démocratie

La violence contre les femmes en politique ne se limite pas à sa cible immédiate ; elle envoie également un message aux autres femmes - elles doivent s'attendre à subir la violence dans la sphère politique - et à la société dans son ensemble - les femmes ne devraient pas faire de la politique. Les travaux de recherche montrent que les rapports sur la violence à l'égard des femmes en politique découragent d'autres femmes, en particulier les filles et les jeunes femmes, de s'engager dans la politique, ce qui porte atteinte à leurs droits et renforce l'exclusion intergénérationnelle des femmes de la sphère politique. Toute violence à l'égard des femmes est un abus et doit être éradiquée. Toute forme de tolérance à l'égard de la violence constitue une violation des droits humains des femmes, une atteinte à leur dignité personnelle et une entrave à leur droit de jouir d'une vie saine, libre et sûre. La violence contre les femmes en politique menace l'intégrité de la pratique et de la culture démocratique. En excluant les femmes et leurs points de vue perturbe le processus politique et fait obstacle à la volonté des électeurs. En conséquence, ce type de violence prive la société des avantages d'une gouvernance démocratique durable et réceptive, susceptible d'être engendrée par un espace politique inclusif.

L'appel à l'action de 2016 a proposé un large éventail de stratégies pour combattre et prévenir la violence contre les femmes en politique, en se concentrant sur les mesures que pourraient adopter d'éventuels acteurs du changement, à l'échelle mondiale comme locale. Cinq ans plus tard, une prise de conscience accrue a inspiré une série d'actions visant à remédier à ce problème, en proposant des solutions pratiques et innovantes qui permettent de dénoncer la violence contre les femmes en politique, de soutenir celles qui en sont victimes et de sanctionner leurs auteurs. L'appel à l'action de 2021 met en lumière ces meilleures pratiques émergentes et, comme des lacunes systémiques cruciales subsistent, il indique dans quels domaines, de quelle manière et par qui des mesures supplémentaires doivent encore être prises.

Parmi les exemples d'initiatives prometteuses, on citera celles des organisations internationales et régionales visant à établir de nouvelles normes et standards en matière de violence contre les femmes en politique. On attend des partis politiques qu'ils instaurent une tolérance zéro contre la violence à l'égard des femmes, en imposant des sanctions aux membres et aux représentants des partis qui commettent de telles violences. Les plateformes de médias sociaux introduisent de plus en plus de nouveaux paramètres de sécurité et de confidentialité des comptes afin de mieux les protéger contre la violence en ligne ciblant les femmes et la désinformation sexiste. De nouveaux outils permettent aux femmes actives sur la scène

politique d'évaluer les risques de violence qu'elles encourent et les aident à élaborer des plans de sécurité destinés à atténuer ces risques.

La violence contre les femmes en politique, comme toute autre forme de violence contre les femmes, est ancrée dans l'inégalité entre les sexes et reste donc un problème récurrent dans le monde entier. C'est aussi un problème profondément politique qui, en réduisant les femmes au silence ou en les excluant, peut modifier les résultats politiques et représente donc un danger important pour les idéaux démocratiques.

La vaste série d'actions énumérées dans ce nouvel appel à l'action suggère que chacun, quel que soit son rôle politique, peut intervenir pour combattre la violence contre les femmes en politique. Toutefois, des actions isolées pourraient avoir moins de poids que des campagnes qui réussissent à mobiliser et à coordonner les efforts d'un grand nombre de personnes dans des lieux différents, en s'appuyant sur leurs diverses forces et capacités à susciter le changement. La tâche qui nous attend ne consiste pas seulement à partager les pratiques existantes ou à élaborer de nouvelles stratégies, mais aussi à explorer et à favoriser de nouveaux partenariats susceptibles d'identifier et de combattre les stratégies politiques recourant à la violence contre les femmes en politique pour saper l'instauration de démocraties inclusives et résilientes.

Violence against women in politics takes many forms, but shares a common intent to restrict and control women's political participation, preventing them from taking their equal places alongside men. (Photo credit: NDI, Pakistan.)



#NOT
THE
COST